Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1917

Artikel: L'économie et l'éducation, premières scènes d'un futur ménage commun

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025773

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

cherchent un mieux-être. Et que ce mieux-être peut émerger d'un plaisir autre qu'un simple supplément calorique.

Si elle disposait de plus d'argent, une famille marocaine affirme qu'elle achèterait plus à manger; l'enquêtrice demande alors pourquoi cette famille, qui ne bénéficie pas du minimum calorique, s'est procuré un poste TV, une antenne parabolique et un lecteur DVD: parce que la télévision est plus importante que le manger! Lorsque des familles chinoises peuvent acquérir du riz à prix réduit, elles utilisent l'argent ainsi économisé pour acheter de la viande et des crevettes, abaissant parfois même leur consommation de calories.

Pour ce qui est de la scolarisation des enfants, il ne s'agit pas tant de construire des bâtiments que d'assurer la présence des élèves... et des enseignants. Une campagne de vermifugation des enfants – désormais en meilleure santé – a permis d'abaisser de manière significative le taux d'absentéisme. Et, à plus long terme, les enfants ayant bénéficié de ces campagnes, ont obtenu comme adultes des revenus supérieurs. Quant aux maîtres, l'obligation de fournir aux autorités une photo datée électroniquement avec leur classe le matin et en fin de journée a suffit à assurer une présence en hausse et, partant une meilleure formation des élèves.

On le comprend, Esther Duflo et ses équipes pratiquent l'expérimentation en double aveugle, à la façon des médecins: un groupe bénéficie de la mesure, l'autre pas. L'observation et la comparaison des résultats permet de tirer des conclusions en matière d'efficacité.

Tout le contraire des propositions de l'UDC, qu'elles concernent les bénéficiaires de l'aide sociale, les requérants d'asile ou les étrangers. Toutes sont issues d'idées reçues et conçues non pas pour résoudre un problème, mais pour en tirer un avantage électoral.

L'économie et l'éducation, premières scènes d'un futur ménage commun

Yvette Jaggi • 4 juillet 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/17991

Le Conseil fédéral réorganise les départements radicaux

Le département fédéral de l'économie (DFE) est, avec celui de la défense, le seul dont les bourgeois se soient réservé de tout temps la direction. De 1848 à aujourd'hui, les radicaux ont fait de l'économie leur domaine d'exclusivité, tout juste momentanément concédé aux démocrates-chrétiens Kurt Furgler de 1983 à 1985 puis Josef Deiss et Doris Leuthard de 2003 à 2009. Venu de l'économie, Johann Schneider-Ammann a renoué sans coup férir avec la tradition radicale, s'installant paisiblement à la tête du DFE.

Quant à son collègue de parti, Didier Burkhalter, chef du lourd département fédéral de l'intérieur (DFI) depuis 2009, il vient de subir, dans le cadre d'une miniréforme [2] du

gouvernement, l'ablation de tout un pan de ses activités: l'éducation supérieure, en particulier les deux écoles polytechniques fédérales de Zurich et Lausanne, ainsi que la recherche scientifique, pilotée par le Fonds national. Ces deux domaines rejoindront donc, dès le 1er janvier 2013, la formation professionnelle dont s'occupe depuis longtemps le DFE. Une manière de garantir que la préparation des générations à venir restera entre des mains radicales. Une manière d'indiquer le choix que ferait le parti libéral-radical au cas, nullement exclu, où sa représentation au Conseil fédéral se réduirait à un seul élu en décembre prochain.

En prenant enfin la semaine dernière l'option d'un regroupement, l'exécutif a cédé à une revendication des Chambres, qui réclamaient en vain depuis des années un rattachement unique des secteurs de la formation, de la recherche, de la technologie et de l'innovation. A bout de patience, les parlementaires n'ont pas hésité à faire monter la pression, menaçant de s'attribuer la compétence [3] de regrouper et de réorganiser des unités de l'administration fédérale.

L'influence des milieux économiques et l'avis des hautes écoles

Bien entendu, la fédération des entreprises economiesuisse approuve une manœuvre qu'elle a sans doute inspirée auprès de nombreux élus. Comme elle influe par ailleurs ouvertement sur les délibérations qui se poursuivent depuis deux ans à propos du projet de loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE).

L'organisation faîtière des milieux économiques reproche [4] à ce projet de ne pas résister à la tentation planificatrice, de faire la part trop belle au cantonalisme universitaire comme aux intérêts régionaux et, surtout, de ne pas préparer les hautes écoles à la concurrence qu'elles devront affronter, pour leur accréditation et celles de leurs programmes. Aux divers critères retenus dans le projet fédéral pour cette reconnaissance, le Conseil national a tenu à rajouter celui de l'employabilité des diplômés, demandant en outre de prendre en compte, pour l'octroi de contributions à l'enseignement, *«l'entrée en activité des diplômés»*. Nous voilà soudain proches de la Chine [5], où certaines universités ne délivrent les diplômes dûment obtenus que sur présentation d'un certificat d'embauche. En clair: le paysage des hautes écoles suisses ressemble de plus en plus à un marché.

Côté hautes écoles précisément, les avis sont moins catégoriques. Les universités cantonales craignent la prépondérance des évaluations quantitatives, notoirement défavorables aux sciences humaines. L'EPFZ espère bien voir enfin neutralisés les privilèges dont sa sœur cadette de Lausanne aurait indûment bénéficié pendant près de vingt ans, grâce à la présence de trois personnalités romandes à la tête du DFI, de Ruth Dreifuss à Didier Burkhalter en passant par Pascal Couchepin. Rien de plus pénible pour des habitués de la condition majoritaire que de devoir partager un pouvoir dont ils s'estiment pleinement détenteurs. Quant aux hautes écoles spécialisées et à leurs homologues pédagogiques, elles ont de bonnes raisons de contempler le paysage avec toute la confiance désormais trouvée.

Un regroupement raisonnable à condition...

Au total, on doit reconnaître que le rattachement unique de la formation supérieure et de la recherche comme de l'innovation et de la

technologie, trouve son sens, non seulement du point de vue de la complémentarité des matières et niveaux mais aussi, plus trivialement, des équilibres budgétaires. Car même amputé, le DFI restera le département doté du plus gros budget (environ 15 milliards de francs) et, même augmenté, le DFE comptera toujours un nombre relativement modeste de collaborateurs, se partageant environ 1900 postes à plein temps.

Reste à poser les conditions de fonctionnement du nouveau DFE, où cohabiteront des unités aux statuts différents: services administratifs en gestion directe par définition, entités jouissant d'une autonomie plus ou moins étendue, selon les régimes pratiqués dans le domaine des EPF, pour la Commission de la concurrence, le Surveillant des prix ou l'Institut des hautes études en formation professionnelle.

Reste aussi à trouver le nom du futur DFE augmenté. Dans la soudaine précipitation mise le 29 juin dernier à miniréformer le gouvernement, on a oublié cette option hautement symbolique. Selon l'appellation que l'on choisira, la greffe *«Economie plus Education»* prendra plus ou moins bien – et plus ou moins vite.

«Le Matin Dimanche», Addax et Pain pour le prochain

Federico Franchini • 3 juillet 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/17951

Accaparement des terres: la bataille de la communication fait rage entre investisseurs et ONG

Présenter de manière exclusivement positive les biocarburants, alors même que ceux-ci sont mis en question pour leur rôle dans la hausse de prix des denrées alimentaires. Diffuser la pensée unique d'une entreprise dont l'image est écornée par de récents rapports d'ONG et discréditer ces mêmes organisations. C'est ce triste journalisme qu'a pratiqué *Le Matin Dimanche* dans un article, *Addax investit 310 millions pour faire de l'éthanol en Sierra Leone* [12], paru le 19 juin dernier.

Sujet central de l'article d'Elisabeth Eckert, la société genevoise Addax Bioenergy et son projet de production de canne à sucre en Sierra Leone (DP 1913 [13]). Dès les premières lignes, on constate que l'article relève plus de la propagande en faveur de l'entreprise que d'un reportage indépendant et d'une analyse objective du phénomène d'accaparement des terres et de la production des biocarburants.

Ces derniers temps, Addax et les biocarburants sont au centre de l'attention médiatique. Le *New York Times* [14] vient de consacrer un article à Jean Claude Gandur, ce commerçant suisse propriétaire de la société qui, après être devenu milliardaire grâce au pétrole, parie maintenant sur les biocarburants. La production d'éthanol est très controversée. De nombreux acteurs actifs dans la lutte contre la faim tiennent cette production pour responsable de la dramatique flambée des